

Amazonie

La résistance des peuples autochtones

Bernard Comoli, Genève
membre de Appui au peuple Yanomami d'Amazonie (AYA)

POLITIQUE

Les peuples indigènes d'Amazonie forment un ensemble culturel très varié. Depuis le début de leur rencontre avec les Blancs, mais en particulier depuis la moitié du XX^e siècle, ils résistent au modèle de développement que l'on cherche à leur imposer de l'extérieur. Mais leur existence est aujourd'hui plus que jamais mise en péril par les politiques économiques des États qui les abritent.

Qui sont les «peuples autochtones»? Les premiers concernés eux-mêmes ne se sont pas définis. Depuis 1987 néanmoins, un ensemble de critères des Nations Unies supplée à l'absence de définition officielle: occupation ancestrale d'un territoire, ascendance commune avec les premiers occupants de ces terres, langue, auto-identification en tant qu'autochtone, etc. Ainsi, 5000 peuples autochtones vivent dans le monde, soit environ 370 millions de personnes, réparties entre 70 ou 90 pays (selon les sources).

L'Amazonie à elle seule est l'habitat de 400 à 500 peuples autochtones. Parmi eux, 250 se trouvent au Brésil, dont 180 dans «l'Amazonie légale» (voir encadré). Dans cette partie du pays, la population indigène a augmenté d'environ 10% depuis 2010, y atteignant environ 479 000 personnes, soit un peu moins de 2% de la population (contre 0,42% pour l'ensemble du pays). Comme ailleurs en Amazonie, plusieurs peuples en outre vivent en isolement volontaire et ne sont évidemment pas pris en compte ici.

Qu'ils habitent dans des zones urbaines ou rurales, les indigènes sont donc minoritaires, voire très minoritaires. Ils occupent souvent des aires particulières - reconnues pour être des réservoirs de biodiversité - ayant un statut spécial dans les législations nationales. Au Brésil, 600 000 indigènes environ sont, en principe, les résidents exclusifs des 722 «Terres Indigènes - TI» qui couvrent 13% de la surface du pays. Approximativement, 60% d'entre elles se situent en Amazonie légale. Ces TI bénéficient d'un cadre défini par la Constitution fédérale de 1988, qui indique la manière dont elles doivent être protégées au profit de leurs occupants. Toutes ne le sont pas encore et l'actuel président Jair Bolsonaro a manifesté son intention de ne plus signer de décrets de démarcation.

Des cultures en danger

Ces peuples sont porteurs d'un patrimoine culturel important et varié. Les rites de dénomination des enfants, du passage à l'âge adulte, de la sépulture des défunts sont souvent particuliers à chaque peuple autochtone. Il en va de même pour les différentes explications de l'origine de la Terre, des êtres vivants, des humains, des animaux, du rôle et du contact avec les esprits pré-

Bernard Comoli a été président de la Fédération genevoise de coopération de 1981 à 1990. Il tient un blog consacré aux peuples indigènes - <http://bcmoli.blog.tdg.ch>

sents dans les végétaux et les animaux.¹

La vie en forêt, en outre, exige une somme de connaissances insoupçonnée, transmise de génération en génération. La médecine traditionnelle, par exemple, dont le savoir est souvent détenu par les chamanes ou les femmes, permet de soulager bien des maux et de guérir certaines maladies (une propriété intellectuelle à protéger de possibles piratages).

Or diverses menaces pèsent sur les peuples autochtones et leurs cultures, notamment sur leurs nombreuses langues (rien qu'au Brésil, 150 langues et dialectes indigènes, de plusieurs tronc linguistiques, sont en usage). Nombre de ces langues n'étant qu'orales, elles sont aujourd'hui en danger, aussi l'UNESCO a-t-elle fait de 2019 l'année des langues autochtones. L'objectif est de faire prendre conscience des risques critiques auxquels ces langues sont confrontées et de leur importance en tant que vecteurs de la culture, des systèmes de valeurs et de connaissances, des modes de vie, des traditions et des croyances.

Sur le plan sanitaire

Ces peuples sont aussi physiquement en danger, et ce depuis leurs premiers contacts avec les Européens qui ont apporté avec la colonisation du « Nouveau Monde » des maladies inconnues (variole, rougeole, grippe), provoquant une mortalité importante chez les indigènes. Le phénomène s'est poursuivi en Amazonie, notamment au moment de la *fièvre du caoutchouc*, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, et il perdure aujourd'hui quand les gouvernements ouvrent des chantiers pour la construction de barrages hydro-électriques, lignes à haute tension, routes, voies de chemin de fer, etc.

Le risque est particulièrement élevé pour les peuples isolés quand des groupes d'orpailleurs ou de bûcherons illégaux pénètrent sur leur territoire.

Moins connue, mais particulièrement désastreuse, est la mise en danger de la santé des peuples autochtones quand ils troquent leur régime alimentaire traditionnel contre celui des Occidentaux. Trop riche en graisses et en sucres, il favorise l'obésité, les accidents vasculaires cérébraux et le diabète.

La richesse du sous-sol amazonien est une autre source de menaces. D'est en ouest, de la Guyane à l'Équateur, le sous-sol recèle du pétrole et quantité de minerais déjà exploités ou en recherche d'exploitation. En juin 2019, le Réseau amazonien d'information socio-environnemental (RAISG) a annoncé que 68% des aires naturelles protégées et territoires indigènes de la région sont sous la menace de projets d'infrastructures et de plans de développement économique, d'exploitation minière ou pétrolière. Or, là encore, il y a risque physique. La médecine traditionnelle est impuissante face aux atteintes à la santé causées par la pollution des sols et des eaux par métaux lourds et résidus toxiques, due à l'exploitation minière ou pétrolière.

La résistance

Les peuples autochtones ne sont pas restés inactifs face à ces menaces. Depuis la colonisation, ils manifestent leur résistance. Dès l'invasion européenne, les historiens font état d'un mouvement de retrait de nombreuses communautés indigènes vers les sources des rivières ou l'intérieur des forêts pour se distancer des colons et préserver leur mode de vie. S'éloigner des Blancs a été une première forme de résistance.

Amazonie

La résistance des peuples autochtones

Plus tard, au XX^e siècle, en particulier depuis les années 80, les indigènes ont créé leurs propres organisations destinées à assurer leur représentation et à défendre leurs droits culturels et territoriaux auprès des gouvernements et des administrations publiques locales, régionales, nationales et internationales.

Au Brésil, l'União das Nações Indígenas, créée en 1980 et maintenant éteinte, a contribué à l'adoption dans la Constitution de 1988 des articles favorables aux peuples autochtones. En avril 1989, plusieurs groupes ont créé la Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne (COIAB), et c'est aujourd'hui par centaines que de telles organisations se comptent dans le pays. Parmi elles, au niveau national, l'Articulation des peuples indigènes du Brésil (APIB) joue un rôle capital de représentation et de mobilisation. En avril 2019, à Brasília, elle a rassemblé plusieurs milliers d'indigènes de tout le pays pour protester contre la politique du nouveau président Bolsonaro hostile aux indigènes.

De semblables organisations se sont aussi constituées dans les autres pays amazoniens. En 1984, à Lima, des organisations indigènes du Pérou, de l'Équateur, de Bolivie, de Colombie et du Brésil ont créé la Coordination des organisations indigènes du Bassin amazonien (CPICA).

Smartphones à l'appui

Le développement des télécommunications, avec les smartphones et leurs applications digitales (GPS, vidéos, photos, bases de données informatisées...), offre de nouvelles possibilités pour la défense des territoires. Depuis plusieurs années, en Amazonie péruvienne, de jeunes « moniteurs » indigènes sont formés et équipés avant d'être envoyés sur le terrain (souvent des zones difficiles d'accès) pour documenter la pollution des sols et des eaux causée, notamment, par les fuites ou ruptures d'oléoducs des compagnies pétrolières. Leur travail permet ensuite aux organisations indigènes de constituer des dossiers solidement étayés, au moyen desquels elles alertent les autorités et demandent la mise en œuvre de réparations.

Des femmes engagées

Les femmes indigènes participent pleinement à cette résistance. Dans les années 2000, elles ont commencé à occuper une place politique dans le mouvement, en particulier au Brésil. Deux d'entre elles illustrent cette évolution. En 2018, Sônia Bone Guajajara a suspendu provisoirement son engagement au sein de l'APIB pour se porter candidate à la vice-présidence de la République aux élections d'octobre. Son score a été plutôt modeste (617 115 voix, soit 0,58% des suffrages), mais c'était la première fois qu'une femme indigène brigait un tel mandat. Lors de ces mêmes élections, une autre indigène, Joênia Wapichana, a été élue à la Chambre des députés pour représenter l'État de Roraima. C'est la première fois, depuis la création de la Chambre en 1824, qu'une femme indigène y occupe un siège. Et en mars 2019, Joênia a lancé un Front parlementaire mixte de défense des droits des peuples indigènes, composé de 237 parlementaires. Un outil bien utile pour contrer les ini-

Informations

AYA Info

<http://humanitaire.ws/membre/aya>

Mouvement pour la coopération internationale
www.mcifgc.ch

Groupe international de travail pour les peuples autochtones
www.gitpa.org

Survival International
www.survivalinternational.fr

tatives anti-indigènes du nouveau gouvernement.

Leurs alliés

Les peuples indigènes d'Amazonie, bien sûr, n'ont pas eu et n'ont pas que des ennemis parmi les Blancs ! Ainsi une administration publique leur est dédiée au Brésil, la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI). Elle a succédé en 1967 au Service de protection des Indiens (SPI). Si celui-ci avait été fondé en 1910 surtout pour intégrer les indigènes à la société majoritaire, la FUNAI, elle, a pour mission de protéger et promouvoir les droits sociaux, culturels et territoriaux des peuples indigènes. En 52 ans d'existence, elle a eu 43 présidents, une rotation importante, signe probable de la difficulté d'assumer cette tâche dans un État où se manifestent de nombreuses forces économiques et politiques hostiles aux indigènes. Dès le début de son mandat, le président Bolsonaro s'est d'ailleurs empressé d'ôter à la FUNAI l'une de ses prérogatives essentielles, celle d'identifier et de délimiter les terres indigènes. Mais la résistance s'est très vite organisée pour contrer cette décision.

Au sein de la société civile aussi, nombre d'ONG apportent un appui aux peuples indigènes. En Amazonie brésilienne, par exemple, le Service et coopération avec le peuple Yanomami de Manaus collabore depuis plus de 25 ans avec les Yanomami du Rio Marauíá, dans l'État d'Amazonas. L'Église aussi s'implique. Le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI) est lié à la Conférence nationale des évêques du Brésil. Créé en 1972, il édite chaque année un document sur la violence contre ces peuples au Brésil, une source d'information précieuse.

Finira-t-on par prendre conscience, tant au niveau local qu'international, que le droit des indigènes de rester maîtres de leur destin leur appartient et doit être respecté ? Que les peuples autochtones d'Amazonie et leurs territoires forment un ensemble vital pour la planète entière ? Saurons-nous les entendre quand ils nous appellent à ne pas multiplier les gestes fatals à l'égard de la Terre Mère ? ■

1 Cf. Lucienne Bittar, « L'intelligence du vivant. Entretien avec Jeremy Narby », in *choisir* n° 686, janvier-mars 2018, pp. 32-35.

Un nom, des mondes

Amazonie... Un nom issu de la mythologie et du récit d'un religieux, Gaspar de Carvajal, historien de la première descente du fleuve, conduite entre 1540 et 1542 par Gonzalo Pizarro et Francisco de Orellana. Le chroniqueur décrit des Amazones conduisant les Indiens au combat contre les Espagnols. Le cours d'eau et la région ont trouvé leur nom !

Amazonie : près de 7000 km, de sa source dans les Andes à son embouchure dans l'Atlantique ; plus d'un millier d'affluents ; un bassin de 6,1 millions de km².

Amazonie : 7 millions de km², sur neuf pays : Brésil 63%, Pérou 10%, Colombie 7%, Venezuela 6%, Bolivie 6%, Guyana 3%, Suriname 2%, Équateur 1,5%, Guyane française 1,5%.

Amazonie légale : entité administrative créée dans les années 50 par le gouvernement brésilien et qui regroupe neuf États : Acre, Amapá, Amazonas, Mato Grosso, Pará, Rondônia, Roraima, Tocantins et une partie du Maranhão.

Quelques villes : les zones peu peuplées sont la règle, mais la région compte plusieurs agglomérations importantes : au Brésil, Manaus, 2,15 millions d'habitants, et Belém, 1,5 million ; au Pérou, Iquitos, 400 000 habitants, qui ne peut être jointe que par voie fluviale ou aérienne.

Une forêt : riche en biodiversité, elle se réduit dangereusement, surtout au Brésil où, depuis 1970, elle a perdu environ 20% de sa surface pour faire place notamment à l'élevage bovin et à la culture du soja.